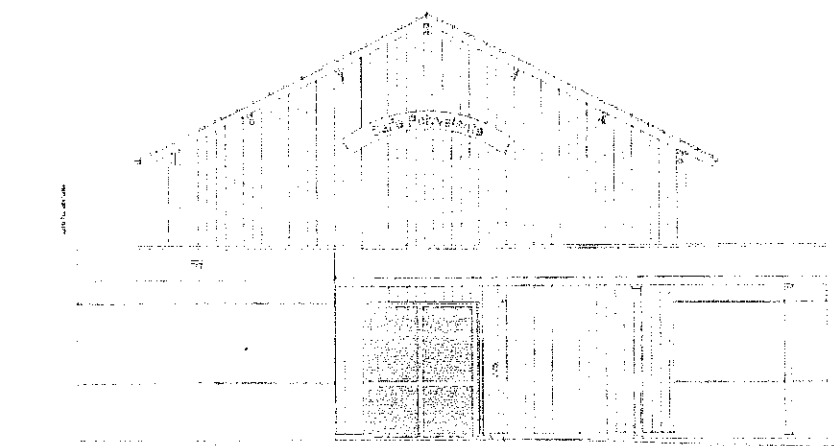


P.G.C.S.P.S

Plan Général de Coordination Sécurité Protection de la Santé

AMENAGEMENT D'UNE SALLE POLYVALENTE A LILLET MIOS



Coordonnées GPS : 44°35'26.74"N 0°53'40.12"O

MAITRE D'OUVRAGE

MAIRIE DE MIOS

place du 11 novembre

33380 MIOS

☎ : 05 56 26 66 21 - 📠 : 05 56 26 41 69

@ : commandepublique@villemios.fr

MAITRE D'ŒUVRE

CABINET VACHERON

78 rue Lagrua

3320 LA TESTE DE BUCH

☎ 05 56 54 68 80 - 📠 05 56 54 63 86

@ : vacheron@free.fr

Version N° 01

LE: 26/11/2012

Coordonnateur SPS

FORSÉCO

Le Burck, 5 Allée des Iris

33 700 MERIGNAC

☎ 09.61.28.33.61 - 📠 05.56.79.00.33

@ : contact@forseco.fr

Les entreprises peuvent proposer d'autres dispositions aux prescriptions du PGCSPS sous réserve que les solutions proposées soient au minimum équivalentes sur le plan de la sécurité, de l'hygiène et de l'environnement

➤ Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n° 14-18 du 31 décembre 1993, et de ses décrets d'application.

➤ A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devrez vous organiser en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte.

➤ Vous devez donc tenir compte dans votre organisation des éléments d'informations détaillés ci-après, tout en sachant que le PGCSPS pourra faire l'objet de modifications ou de compléments portés à votre connaissance en cours de chantier.

➤ Les entreprises ont la possibilité de proposer des variantes au PGCSPS sous réserve que les performances des solutions proposées soient au minimum équivalentes à celle du PGCSPS sur le plan de l'hygiène et de la sécurité.

➤ Les entreprises qui ont besoin d'informations concernant ces réglementations peuvent s'adresser à la Société FORSECO chargée de la coordination sécurité du chantier.

➤ Selon l'article L.4532-6 du Code du Travail, l'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants aux opérations de bâtiments et de génie civil.

NOTA: En cas de discordance entre d'autres pièces du marché et le présent document et qui entraînerait une incidence financière sur les prestations, le maître d'ouvrage donnera la priorité au document qu'il jugera le plus adapté.

ALCOOL ET TABAC (dans les lieux clos et couverts pour le tabac) SONT STRICTEMENT INTERDITS SUR LES CHANTIERS

TABLE DES MATIERES

1. FICHE OPERATION.....	5
1.1. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX REALISES.....	5
1.2. CALENDRIER PREVISIBLE DES TRAVAUX.....	5
1.3. EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE.....	5
1.4. CLASSIFICATION DE CLASSIFICATION DE L'OPERATION.....	5
2. ALLOTISSEMENT.....	6
3. INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER.....	7
3.1.1. Conditions d'accès au site des entreprises.....	7
3.1.2. Conditions d'accès au site pour les livreurs.....	7
3.1.3. Conditions d'accès au site des visiteurs.....	7
3.1.4. Conditions d'intervention au site des sous-traitants.....	7
3.1.5. Contrôle d'accès.....	7
3.1.6. Installations de chantier.....	8
3.1.7. Affichage / Signalisation.....	10
3.1.8. Stockage des matériaux et installation de magasins.....	10
3.1.9. Environnement.....	11
4. MESURES DE PREVENTION SPECIFIQUES.....	12
4.1. GROS-OEUVRE.....	12
4.2. CHARPENTE.....	12
4.3. COUVERTURE.....	13
4.4. MENUISERIES EXTERIEURES.....	13
4.5. MENUISERIES BOIS.....	13
4.6. PLATRERIE.....	13
4.7. PLAFONDS SUSPENDUS.....	13
4.8. PEINTURE.....	14
4.9. ELECTRICITE.....	14
4.10. PLOMBERIE / SANITAIRES / VMC/ CLIMATISATION.....	14
4.11. SOL COLLE.....	14
4.12. RESEAUX.....	15
4.13. CONSIGNATIONS.....	15
5. MESURES DE PREVENTION APPLICABLES A TOUTES ENTREPRISES.....	16
5.1. CIRCULATIONS INTERIEURES.....	16
5.2. EQUIPEMENTS DE PROTECTIONS COLLECTIVES.....	16
5.3. ÉQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES.....	17
5.4. TRAVAUX SUPERPOSES.....	17
5.5. TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS.....	17
5.6. TRAVAUX EN HAUTEUR.....	18
5.7. ECHAFAUDAGE.....	18
5.8. MANUTENTION APPROVISIONNEMENT ET DECHARGEMENT.....	19
5.9. ENGINS DE CHANTIER – APPAREILLAGES ET OUTILS DIVERS.....	20
5.10. COACTIVITE AVEC LES USAGERS.....	20
5.11. PLANNING TRAVAUX.....	21
5.12. TRAVAUX DU DIMANCHE.....	21
5.13. FORMATION DES PERSONNELS.....	21
5.14. ACCIDENTS DU TRAVAIL.....	21
5.15. RISQUES CHIMIQUES.....	22
5.16. RISQUES ELECTRIQUE.....	22
5.17. RISQUE INCENDIE.....	22
5.18. INTEMPERIES.....	22
5.19. CHALEUR.....	22
6. ORGANISATION DES SECOURS ET N° D'APPEL.....	23
6.1. SECOURISTES DU TRAVAIL.....	23

6.2.	MOYEN D'APPEL DES SECOURS	23
6.3.	NUMEROS D'URGENCE.....	24
6.4.	ORGANISMES DE PREVENTIONS.....	24
6.4.1.	INSPECTION DU TRAVAIL.....	24
6.4.2.	CARSAT	24
6.4.3.	OPPBTP	24
6.4.4.	HOPITAL le plus proche	24
6.4.5.	MÉDECIN DU TRAVAIL	24
6.5.	SERVICES PUBLICS ET CONCESSIONNAIRES.....	25
6.5.1.	EDF / GDF service Gironde	25
6.5.2.	FRANCE TELECOM	25
6.5.3.	LYONNAISE DES EAUX	25
6.5.4.	METEOROLOGIE	25
7.	RETRAIT DES MATERIAUX AMIANTES	26
7.1.	EN CAS DE DECOUVERTE DE MATERIAUX AMIANTES.....	26
8.	DECLARATION PREALABLE / INSPECTION COMMUNE / PPSPS	27
8.1.	DECLARATION PREALABLE	27
8.2.	INSPECTION COMMUNE.....	27
8.3.	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	27
9.	ANNEXES.....	28
9.1.	REGLEMENTS APPLICABLES, LISTE NON EXHAUSTIVE.....	28
9.2.	DIAGNOSTIC TECHNIQUE AMIANTE (DTA)	30
9.3.	CONSIGNES D'APPEL DES SECOURS A AFFICHER SUR LE CHANTIER.	31
9.4.	CONSIGNES D'URGENCE EN CAS D'ACCIDENTS CORPOREL	33
9.5.	DECLARATION D'ACCIDENT	34

1. FICHE OPERATION.

1.1. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX REALISES.

Aménagement d'une salle polyvalente dans un local existant à Lillet sur MIOS

1.2. CALENDRIER PREVISIBLE DES TRAVAUX

Début de chantier	----->	Fin de chantier
Janvier 2013	Durée : 5 Mois	Mai 2013

Phasage de chantier :

- Sans Objet

1.3. EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE

Maîtrise d'œuvre : **CABINET VACHERON**

78 rue Lagrua

3320 LA TESTE DE BUCH

☎ 05 56 54 68 80 - ☎ 05 56 54 63 86

@ : vacheron@free.fr

Coordonnateur S.P.S : **FORSECO**

Le Burck, 5 allée des Iris 33 700 MERIGNAC

☎ : 09 61 28 33 61

☎ : 05 56 79 00 33

@ : contact@forseco.fr

1.4. CLASSIFICATION DE CLASSIFICATION DE L'OPERATION

Selon le maître d'ouvrage :

L'effectif prévisionnel sur le chantier a été estimé à : **800 hommes / jours**

L'opération est classée en

Catégorie 2

2.ALLOTISSEMENT

LOT N° 01	Gros œuvre
LOT N° 02	Charpente - Couverture
LOT N° 03	Menuiserie extérieures
LOT N° 04	Menuiseries bois
LOT N° 05	Plâtrerie - Isolation - Plafonds suspendus
LOT N° 06	Electricité
LOT N° 07	Plomberie sanitaire VMC Climatisation
LOT N° 08	Peinture - Sol colle

3.INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER

3.1.1. Conditions d'accès au site des entreprises

Descriptif	Lot réalisateur
<p>L'accès au chantier se fera par : Route de Crastalis</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accès se fera obligatoirement dans le sens de circulation. • L'entrée et la sortie du chantier seront confondues, il sera donné la priorité aux véhicules sortants. • La circulation à contre sens est rigoureusement interdite. 	
<p>Avant le début de son intervention, chaque entreprise remettra au responsable du site la liste nominative des intervenants.</p> <p>Un cahier de présence sera mis en place dans le bureau de chantier ; chaque intervenant devra y porter son nom, ainsi que le nom de la société quotidiennement.</p> <p><u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u></p>	<p>Toutes entreprises</p>

3.1.2. Conditions d'accès au site pour les livreurs.

Descriptif
Les fournisseurs sont placés sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle ils interviennent. Les entreprises communiqueront avec la commande les règles de circulation et les consignes à respecter sur le site.
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : <i>Assurer la sécurité des livreurs, fournisseurs, prestataires et de l'ensemble des intervenants</i>

3.1.3. Conditions d'accès au site des visiteurs.

Descriptif
L'entreprise qui accueille des visiteurs est responsable de leur sécurité et doit fournir le matériel et les informations concernant cette sécurité.
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : <i>Assurer la sécurité des visiteurs</i>

3.1.4. Conditions d'intervention au site des sous-traitants.

Descriptif	Lots réalisateurs
Tout intervenant, sous-traitant ou travailleur indépendant, sera informé et soumis aux obligations du P.G.C.S.P.S qui lui sera transmis par l'entreprise titulaire et obtenu l'agrément du maître d'ouvrage. Chacun de ces intervenants devra prendre contact avec le coordonnateur afin de faire une visite de chantier préalable (contact 10 jours avant l'intervention minimum). Chacun d'eux devra également fournir son PPSPS au coordonnateur	Tous sous traitant
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : <i>Informé des règles de sécurité l'ensemble des intervenants</i>	

3.1.5. Contrôle d'accès


Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> • Il n'est pas prévu de gardiennage de chantier. • Tout le personnel des entreprises portera un badge sur lequel figurera le nom du salarié ainsi que le nom de la société à laquelle il appartient (ou sur le casque). • Toutes les personnes qui accèdent au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles suivantes : casques, chaussures de sécurité. • L'entreprise qui accueille, doit fournir le matériel de sécurité à ses visiteurs. • Chaque entreprise fera les demandes d'autorisations nécessaires aux collectivités locales et aux services des gestionnaires pour emprunter les voies publiques qui leurs sont utiles. 	<p>Toutes entreprises</p> <p>Toutes entreprises</p>
<p><u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u></p> <p><i>Les manquements aux règles de sécurité seront portés au registre journal de la coordination. En cas de récidive, le salarié pourra être exclu du chantier.</i></p> <p><i>Chaque entreprise sera responsable de ses propres matériels et matériaux présents sur le site (stockés ou déjà mis en œuvre).</i></p>	

3.1.6. Installations de chantier


	REALISATION / IMPUTATION	ENTRETIEN / GESTION
Clôtures de chantier de type : * <u>Clôture de 2m de haut grillagées fixées sur plot béton et accrochées entre elles</u> Cette délimitation devra rester continue pendant toute la durée du chantier	Lot N° 01	Lot N° 01
Portails de chantier constitué de : * <u>Barrières de 2m de haut servant de portail possédant un système type gond et un affichage spécifique</u> Cet accès devra rester fermé hors horaires de chantier et cadenassé L'entreprise qui quitte le site en fin de poste doit s'assurer de la présence ou non d'autres salariés sur le chantier et en cas d'absence d'autre personnel, elle devra organiser et assurer la totale fermeture de la clôture	Lot N° 01	Lot N° 01

	INSTALLATION DE CHANTIER	ENTRETIEN / GESTION
Sanitaires H et F séparés seront constitués de * 1 urinoir(s) et 1 WC et (1 pour 20) <u>1 lavabo(s) ou rampe équipé(s) d'eau chaude. (1 pour 10)</u>	Lot N° 01 Raccordement des évacuations : Lot N° 01 Raccordement en eau : Lot N° 01 Raccordement en électricité : Lot N° 01	Lot N° 01
Vestiaires composés d'un local aéré, éclairé et chauffé, équipé de vestiaires ininflammables, à deux compartiments, fermants à clef et de sièges en nombres suffisants : 1 par salarié, en cas de non utilisation des vestiaires de l'entreprise	Lot N° 01 Raccordement en électricité : Lot N° 01	Lot N° 01
Réfectoire dimensionné pour 8 personnes, composé d'un local aéré, éclairé et chauffé, équipé de tables, chaises en nombre suffisant. Matériels et consommables pour l'entretien. * 1 appareil assurant le réchauffage ou la cuisson des aliments. * 1 réfrigérateur (Obligation pour les chantiers > 4 mois au 01/01/97). * Un point d'eau ou un dispositif type « fontaine »	Lot N° 01 Raccordement en électricité : Lot N° 01	Lot N° 01
Hébergement : Il est INTERDIT sur le chantier (sauf demande auprès des organismes compétents et stipulation spécifique dans le PPSPS . Cette information est a rappeler dans les PPSPS		
Électricité de chantier faite de Éclairage de chantier des zones sombres (60 lux minimum). Des tableaux de répartition (tableau avec 3 prises) (installation protégée par un disjoncteur 30mA). seront installés par l'entreprise d'électricité de façon à ne pas avoir plus de 25 m de rallonge électrique. L'entreprise devra demander l'accord du responsable du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre avant de positionner le tableau. L'entreprise aura à sa charge la dépose du tableau à la fin des travaux. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. L'installation de chantier sera vérifiée au démarrage de chantier puis tous les ans et/ou à chaque modification de la	Mise en place de l'armoire de chantier : Lot N° 01	Lot N° 01 Consommation : MOA

structure de celle-ci et fera l'objet d'un nouveau PV de réception .		
Eau de chantier avec mise en place de points d'eau distants de moins de 75 m, le réseau et les points d'eau seront protégés contre tout risque de gel	Raccordement au réseau existant : Lot N° 01	Lot N° 01 Consommation : MOA

	INSTALLATION DE CHANTIER	ENTRETIEN / GESTION
Bennes chantier <i>* Chaque entrepreneur sera responsable de l'évacuation quotidienne de ses déchets</i>		
Interdiction de brûler les déchets sur le chantier. (sauf cas réglementaires particuliers : bois contaminé par xylophages) Les entreprises utilisant des produits portant sur l'étiquette les mentions : produit dangereux et/ou inflammables préciseront dans leur PPSPS, la solution retenue pour l'élimination des déchets et emballages. (lieu de décharge). Ces déchets ne pourront être déposés dans les bennes. Elle fera établir un BSD (Bordereau de Suivi des Déchets) dont une copie sera transmise à la maîtrise d'ouvrage. Chaque entreprise devra acheminer ses gravats ou déchets jusqu'à ce moyen d'enlèvement.		
Nettoyage des installations		De manière quotidienne par les lots utilisateurs
Nettoyage du chantier Chaque jour les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de toute salissure. Dépose des gravats dans la benne. En cas de non réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée et ce au compte des entreprises défaillantes.		Chaque Lot
Nettoyage des abords du chantier Un nettoyage plus méticuleux sera effectué toutes les fins de semaine L'aire de nettoyage des toupies (fosse) sera protégée de manière à ne pas polluer le terrain (mise en place d'un polyane), celle-ci sera matérialisée et protégée. En cas de non réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée et ce au compte des entreprises défaillantes.		Lot N° 01 Imputation : Lot N° 01
Consommables de chantier (savon / Papier hygiénique / moyen de séchage)	Lot N° 01	Lot N° 01 Imputation : Compte Prorata
Matériel de premiers secours * Trousse de premiers secours avec cahier d'enregistrement (la trousse sera complétée dès utilisation et vérifiée hebdomadairement) * Brancard pour les chantiers de + de 4 mois il sera mis en place un lit pliable avec couverture, une lampe torche et un brancard Les entreprises utilisant des produits nécessitant un complément de la pharmacie compléteront celle-ci avant leur intervention.	Lot N° 01	Lot N° 01 Imputation : Compte Prorata

3.1.7. Affichage / Signalisation

	INSTALLATION	ENTRETIEN / NETTOYAGE
N° d'appel des secours dans les installations de chantiers, à proximité du téléphone	Lot N° 01	Lot N° 01
Plan d'installation faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none"> o Bétonnière. o Emplacement des aires de stockage. o La signalisation intérieure et extérieure. o L'emplacement de la clôture et du portail. o Les locaux communs. o L'emplacement des bennes à gravats. o Zones de circulations et parking des véhicules. o Emplacement de tout moyen de manutention, d'élévation. Etc...	Lot N° 01	Lot N° 01
Signalisation intérieure et périphérique	Lot N° 01	Lot N° 01
		
Signalisation Extérieure comprenant Tous panneaux nécessaires à la sécurité des usagers et du personnel de chantier. 2 panneaux travaux sur trottoirs en amont et en aval du chantier. « Chantier interdit au public ». sur tout le pourtour du site. « Port du casque obligatoire ». « Port de chaussures sécurité obligatoire ». Éclairage par lanternes si nécessaire. Panneaux signalisation routière conformément à la réglementation. « Danger sortie de camion ». Interdiction de stationner.	Lot N° 01	Lot N° 01
Panneau de chantier avec le permis de construire et/ou de démolir. (Art R 424-15 et A 424-15 à A 424-19 du Code de l'Urbanisme) Les Noms, Adresse, Raison Social de chaque entreprise présente.	Lot N° 01	Lot N° 01
Autorisation de voirie	Lot N° 01	

3.1.8. Stockage des matériaux et installation de magasins

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises installeront leurs magasins et aires de stockage selon le principe prévu sur le plan d'installation de chantier. Ces aires ne sont pas figées et pourront être déplacées à la demande du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre ou du coordonnateur. • Le stockage des matériels et de matériaux dans le bâtiment est interdit. (Sauf dérogation écrite signée du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre <u>et</u> du Coordonnateur SPS). • Les entreprises préciseront l'utilisation ou non de magasins mobiles. • Chaque entreprise utilisant des produits portant sur l'étiquette "produit dangereux et/ou inflammable" devra joindre sa fiche NFT 100 ou FDS afférente au produit et suivre les instructions du fournisseur tant pour le stockage que pour la mise en œuvre du produit. • Les aires de stockage seront fermées par une clôture de type « Héras » de 2m de hauteur et identifiées. • Les stockages sauvages sont interdits. 	Toutes entreprises
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : Les stockages dans les locaux sociaux seront prohibés, Éviter les encombrements des circulations. Les panneaux sur voirie seront des panneaux sur pied lestés de plot béton.	

3.1.9. Environnement

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise devra effectuer elle-même le tri de ses déchets. Elle devra s'assurer d'entreposer les déchets dans la benne qui leur sera attribuée (plastique, bois, gravats, métal, palettes,...) Les entreprises veilleront à réduire les consommations. (extinction des luminaires avant de quitter le chantier, fermeture des robinets...) <u>POUSSIÈRE</u> : Les zones génératrices de poussières (sciage de béton, ponçage...) devront être arrosées lors de ces travaux. <u>EAU DE LAVAGE</u> : Les eaux de lavage des différents matériels devront être décantées avant leur rejet aux réseaux publics. <u>BRUIT</u> : Les entreprises utiliseront du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur. Notamment le décret n° 88-523 du 5 mai 1988. (Emergence supérieure ou égale à 5 décibels a (dba) de 7 h à 22 h). Les outils, machines, engins utilisés devront être le moins bruyant possible et posséder les protections acoustiques nécessaires fournies par le constructeur. <u>DECHETS TOXIQUES</u> : les huiles et autres liquides « dangereux pour l'environnement » seront stockés sur bac de rétention dûment dimensionné 	<p>Toutes entreprises</p> <p>Toutes entreprises</p>
<p>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</p> <p><i>Tout défaut de tri rencontré dans une benne, sera imputé à l'entreprise dont les gravats seront identifiés</i></p> <p><i>En cas de lavage des toupies sur le chantier, les eaux de rejets devront être confinées et non rejetées sur le terrain nu (fosse avec polyane par exemple)</i></p> <p>FEUX INTERDITS</p>	

4. MESURES DE PREVENTION SPECIFIQUES

4.1. GROS-OEUVRE

Descriptif	Lots réalisateurs
ELEVATIONS <ul style="list-style-type: none"> Pour les élévations des maçonneries en rive de bâtiment, des protections anti chute seront mises en place en façade (type console, filet, gardes corps...) ; Les échafaudages intérieurs devront être conforme à la réglementation (lisse, sous lisse, plinthes, échelle d'accès, plateau conforme...) Les matériaux entreposés (opérateur compris) sur les platelages ne devront en aucun cas avoir un poids supérieur au poids d'utilisation défini par le constructeur. L'entreprise mettre en place un poste de découpe des bois destinés au coffrage. Celui-ci sera à hauteur de travail afin de minimiser les risques de troubles musculo-squelettique. Ce poste et ses abords sera tenu exempt de tous entraves aux circulations, équipé de matériel électrique conforme, en bon état et vérifié. Les plans d'étalement seront soumis à approbation du bureau de contrôle avant d'être mis en place (avec étude si les étais son supérieur à 6m). Au dessus de 3m il sera privilégié la mise en place de tour d'étalement. 	Lot N° 01
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : Cf. Paragraphe échafaudages	
FOUILLES <ul style="list-style-type: none"> Les terres en excédent provenant des terrassements et des fouilles seront évacuées au fur et à mesure du terrassement afin de ne pas souiller la plate-forme pendant les travaux. Les étalements et les coffrages de poutres devront être étudiés pour permettre la mise à sa place de passerelles, de garde-corps ou tout autre mode de protection collective dans toutes les phases provisoires du chantier. Durant l'exécution des travaux de maçonnerie, l'entreprise intervenante devra installer des protections adaptées aux risques de chute. L'entrepreneur devra blinder les fouilles Le périmètre de chaque fouille sera protégé par l'entreprise de terrassement par un balisage. Reboucher sur largeur dès la réalisation du plancher haut du sous-sol. 	
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : Les fers en attente sur les planchers ou massifs de fondations devront être cintrés à leur extrémité ou capuchonnés	
ABORDS DES BATIMENTS <ul style="list-style-type: none"> Afin de permettre la mise en place du matériel d'élévation du personnel nécessaire aux travaux de façade, l'entreprise de gros œuvre, préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et le compactage des abords de façades accessibles de l'ouvrage sur une largeur de 2m. 	
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : Au droit des réservations des menuiseries, l'entreprise mettre en place des fers à bétons par l'extérieur qui serviront de gardes corps et seront scellés dans le bâti.	

4.2. CHARPENTE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de filets de protection en sous face pour toutes interventions en toiture. Les travaux de mise en place des éléments de charpente se feront à l'aide de nacelles élévatrices de personnel ou équivalent. Préciser dans le PPSPS le mode opératoire retenu pour le stockage des différents éléments de charpente. Prévoir des harnais de sécurité de façon à pouvoir accéder sur la charpente (obtenir accord préalable du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et Coordonnateur SPS avant réalisation). L'outillage manuel sera accroché et maintenu à l'opérateur. 	Lot N° 02

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :

Éviter les risques de chutes de personnes

Éviter les chutes d'objets

La charpente sera de préférence montée au sol puis posée sur le bâtiment

4.3. COUVERTURE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de protections périphériques pour toutes interventions en toiture. • Mise en place de cheminement en toiture Préciser dans le PPSPS le mode opératoire retenu pour le stockage des bacs aciers. • Mise en place de garde-corps constitués de poteaux tous les 1,00 m et de filets sur le périmètre complet de la couverture. A défaut installer soit des auvents, éventails, planchers ou tout autre dispositif de protection collective capable d'arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 3,00 m en chute libre. • Prévoir fixation sur charpente (crochets) de façon à pouvoir accéder sur la toiture au moyen de harnais (obtenir accord préalable du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et Coordonnateur SPS avant réalisation) 	Lot N° 02

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :

Éviter les risques de chute de personnes

4.4. MENUISERIES EXTERIEURES

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> • L'approvisionnement et le stockage des menuiseries seront précisés dans le PPSPS • Détailler mode opératoire pour la pose des fenêtres. Préciser le type de matériel utilisé pour protéger le personnel contre les chutes. • Détailler mode opératoire pour approvisionner les menuiseries sur le lieu de pose. • Détailler mode opératoire pour réalisation des joints extérieurs. 	Lot N° 03

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :
4.5. MENUISERIES BOIS

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> • L'approvisionnement et le stockage des menuiseries seront précisés dans le PPSPS • Les moyens d'accès définitifs aux étages seront mis en place au fur et à mesure de l'avancement du chantier et permettra à tous les corps d'état d'accéder et de travailler en sécurité dans les étages. 	Lot N° 04

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :
4.6. PLATRERIE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> • Voir les consignes relatives aux travaux en hauteur. • Utiliser pour le travail en hauteur, un moyen réglementaire (gazelle, échafaudage roulant, plate forme de travail, nacelle...). • Ne pas encombrer les circulations avec les éléments à poser. 	Lot N° 05

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :
4.7. PLAFONDS SUSPENDUS

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> • Voir les consignes relatives aux travaux en hauteur. • Utiliser pour le travail en hauteur, un moyen réglementaire (gazelle, échafaudage roulant, plate forme de travail, nacelle...). • Ne pas encombrer les circulations avec les éléments à poser. 	Lot N° 05

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :

4.8. PEINTURE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> L'utilisation de produits inflammables, toxiques, irritants, cancérigènes fera l'objet d'une description via leur FDS (Fiche de Données de Sécurité) qui sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le port des protections individuelles préconisé par ses FDS sera respecté ainsi que les consignes du fabricant. Les moyens d'élévations des personnels seront conformes à la réglementation en vigueur, correctement stabilisés et horizontaux à tout palier. 	Lot N° 08

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :

Réduire les risques sanitaires

4.9. ELECTRICITE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Les personnels amenés à intervenir sur les réseaux électriques devront posséder les habilitations adaptées aux travaux effectués. Ces habilitations seront jointes au PPSPS. Appliquer les prescriptions de l'UTE C18-510. L'entreprise effectuera la mise hors service, la protection, l'isolement et le repérage des réseaux électriques. 	Lot N° 06

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :

4.10. PLOMBERIE / SANITAIRES / VMC/ CLIMATISATION

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Les interventions en hauteur se feront à partir de matériels homologués (nacelle, échafaudage roulant, plate forme de travail...). Les travaux par points chauds pourront être soumis à la règle du permis de feu. Lors des travaux par points chauds il sera mis en place un extincteur adéquat au droit du poste de travail. Le stockage des matériaux se fera de manière à ne pas encombrer les circulations. Pas d'intervention dans les galeries techniques, vide sanitaires, combles seul. L'entreprise précisera dans son PPSPS les moyens retenus pour l'approvisionnement et la manutention. L'entreprise effectuera la mise hors service, la protection, l'isolement et le repérage des réseaux de canalisations existantes (eau, gaz...). 	Lot N° 07

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :

Éviter le risque incendie

4.11. SOL COLLE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Pour les travaux nécessitant un appui sur les genoux, utiliser les protèges genoux. L'entreprise s'assurera de ne pas gêner les circulations des autres corps d'état et les issus servant d'issues de secours 	Lot N° 08

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :

4.12. RESEAUX

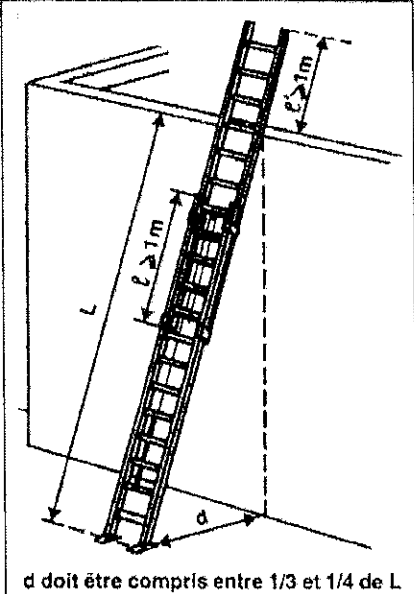
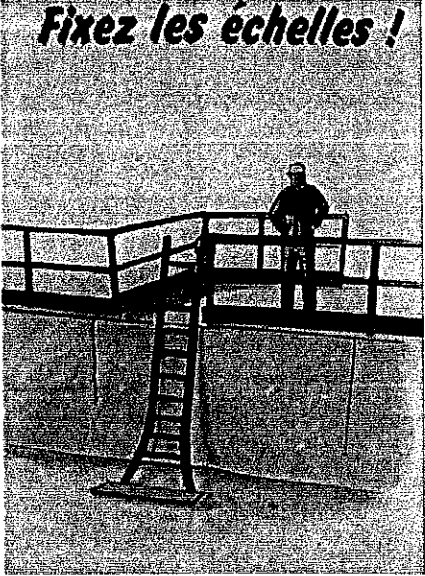
Descriptif	Lots réalisateurs
<u>Les travaux de raccordement ou de déviation :</u> <ul style="list-style-type: none"> Ils seront entrepris après s'être assuré que tous les éléments de sécurité collective sont en place. Les concessionnaires concernés et l'exploitant du site seront avertis au préalable ou effectueront eux-mêmes les travaux. La co-activité entre ces travaux de dévoiement et tout autre type d'intervention sera proscrite. 	Lot N° 06 / 07
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

4.13. CONSIGNATIONS

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Lors de raccordements ou en cas de mise sous fluides partielle avant achèvement complet des travaux : Consignation : <ul style="list-style-type: none"> A réaliser par le Maître d'ouvrage, qui devra transmettre au Coordonnateur SPS un PV précisant : la date de consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé. 	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

5. MESURES DE PREVENTION APPLICABLES A TOUTES ENTREPRISES



5.1. CIRCULATIONS INTERIEURES






Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> La circulation, le stationnement des véhicules personnel et d'entreprises sont interdits sur le chantier à l'exception des véhicules en cours de chargement ou déchargement. Le stationnement des véhicules se fera sur un parking défini dans le plan d'installation de chantier Les entreprises devront respecter le code de la route. La circulation se fera dans le sens défini par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. Il sera mis en place et régulièrement actualisé, un plan du chantier avec les issues de secours, les circulations et, éventuellement, les moyens de lutte incendie. Les circulations horizontales et verticales non sécurisées seront rendues inaccessibles par des moyens physiques (barrières, garde corps...) Les échelles d'accès seront fixées en tête et en pied. Les accès au(x) bâtiment(s) seront rendus praticables et sécurisés par tout moyen, les marches seront évitées au maximum et, en cas de besoin, des escaliers provisoires avec main courante seront mis en place par : 	<p>Toutes entreprises</p> <p>Lot N° 01</p>
<div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div>	

5.2. ÉQUIPEMENTS DE PROTECTIONS COLLECTIVES

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des ouvrages et à leurs abords pendant toute la durée du chantier est : Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen défini dans son PPSPS. Elle rétablira les protections initiale la plus rapidement possible 	<p>Lot N° 01</p> <p>Toutes entreprises</p>
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : Maintenir en place les protections collectives	

5.3. ÉQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Descriptif	Lots réalisateurs
Chaque personne intervenant sur le site devra être équipée de vêtements de travail adaptés aux tâches qu'il exécute. Il devra porter des chaussures de sécurité et un casque. Les équipements seront complétés en fonction de l'activité. Exemple non limitatif :	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;">   </div>	

Manutention	Gants	
Meulage, tronçonnage, etc.	Lunettes	
Meulage, tronçonnage, brise béton	Protection contre le bruit, lunettes	
Découpage	Gants cuir, lunettes soudure, tablier cuir	
Nettoyage, dégazage, peinture...	Masque adapté à la tâche et au risque	

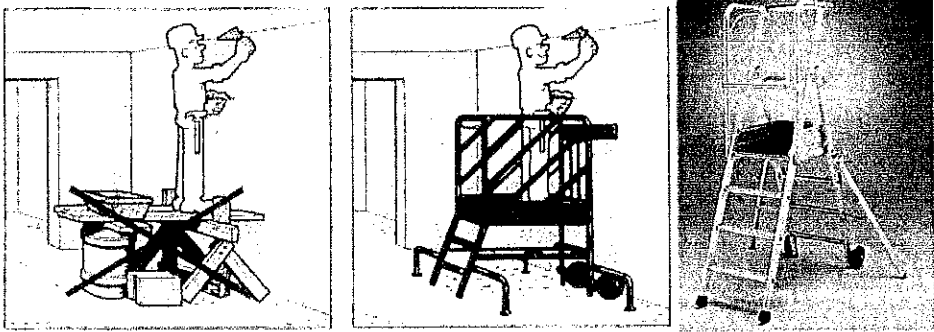
5.4. TRAVAUX SUPERPOSÉS

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Toutes les interventions simultanées ou superposées sont interdites. Les phases de présomption de difficultés dans le domaine feront l'objet d'une inspection commune inter entreprises avec le maître d'œuvre et le coordonnateur. Certaines phases peuvent être éventuellement décalés en accord avec le maître d'œuvre. L'installation d'atelier dans les zones de travaux est interdite. Elle ne sera tolérée qu'avec l'accord du Maître d'œuvre. 	Toutes entreprises Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

5.5. TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Avant toute intervention par point chaud l'entreprise s'assurera de posséder à proximité du poste de travail les moyens d'extinction adéquats. Elle devra signaler et baliser la zone de travail. Elle évacuera tous matériaux susceptibles d'entrer en combustion au contact de projections incandescentes ou de flamme. Elle bouchera les interstices et trous se trouvant à proximité si besoin est. Elle fournira à son personnel des moyens de protection individuel adéquats. Dans le cas de soudure à l'arc, elle mettra en place une protection contre les coups d'arc, ininflammable et de taille suffisante (bâche type M1). La règle du permis de feu pourra être appliquée sur simple demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre. 	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u> Éviter le risque incendie Prévenir les coups d'arc sur les opérateurs se trouvant à proximité de la zone de travail Cf. exemple de Permis de Feu en annexe	

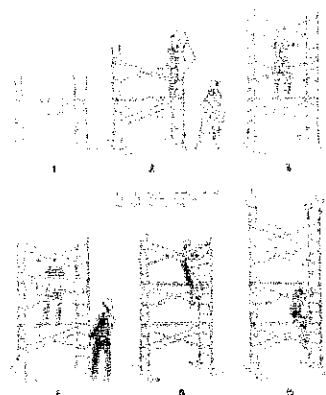
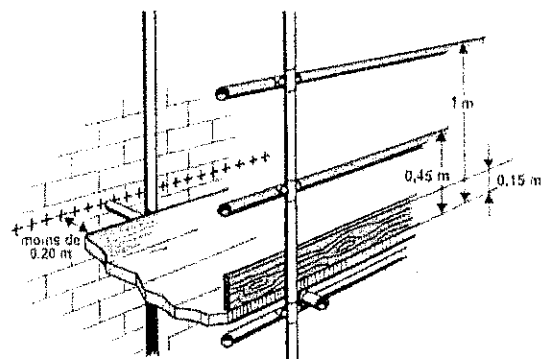
5.6. TRAVAUX EN HAUTEUR

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise précisera dans son PPSPS le type de matériel qu'elle compte mettre en œuvre ainsi que le principe d'installation (échafaudage roulant, gazelle,...). L'utilisation de protection individuelle sera tolérée pour la mise en place de protections collectives. Pour les autres interventions les protections collectives sont obligatoires. Échelles et escabeau seront tolérés pour des travaux de courte durée, non répétitifs ainsi que comme moyen d'accès. Les plates-formes de travail, PEMP,... seront montés, modifiés, vérifiés par des personnes spécifiquement formées 	Toutes entreprises
<p>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</p> <p>Chaque entreprise précisera (par des schémas) dans son P.P.S.P.S. le phasage de montage des matériels d'échafaudage et/ou des protections collectives qu'elle compte mettre en œuvre.</p>	
	

5.7. ECHAFAUDAGE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> L'étalement et l'échafaudage devront être réalisés en toute sécurité. Le PPSPS devra faire apparaître la cinématique des différentes tâches avec la position des échelles, des intervenants, les moyens d'approvisionnements (treuils), les notes de calculs. Il appartient à l'entrepreneur de prévoir toutes les dispositions utiles en vue d'assurer la signalisation et la protection des échafaudages porteurs. Les personnes intervenant sur l'échafaudage devront être habilitées (Décret 2004-924). Toute entreprise utilisatrice d'un échafaudage devra avoir établi un PV de réception de celui-ci. Etablir une note de calcul avant toute modification de l'échafaudage. La charge de chaque palier sera indiquée sur celui-ci. La liste des entreprises autorisées à utiliser l'échafaudage sera présente à chaque accès. La distance maximale entre l'échafaudage et le mur sera de 20 cm. Les échafaudages seront équipés de filet sur toute leur hauteur. Les échafaudages roulants métalliques seront conformes aux recommandations O.P.P.B.T.P (mémo pratique n°B2 MO 286 et fiche de sécurité B2 F 02 77). Obligation de mettre en place un balisage en pied de l'échafaudage. (plots béton et grillage). Les échafaudages roulants doivent posséder un dispositif de blocage des roues et système d'empatement de stabilité. Les échafaudages roulants ne pourront être utilisés que sur des surfaces stables (utiliser des chemins de roulement si nécessaire). 	Toutes entreprises

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :



5.8. MANUTENTION APPROVISIONNEMENT ET DECHARGEMENT

Descriptif	Lots réalisateurs
L'entreprise de gros œuvre ne pourra démonter son matériel de manutention qu'après réalisation de la couverture (bâtiment(s) desservit hors d'eau et hors d'air). Pour la manutention d'éléments préfabriqués (longrines, charpente métallique, équipements techniques), il faudra prévoir au stade de l'exécution des plans, les points d'ancrage pour l'élingage des éléments.	Lot N° 01

OBJECTIFS / OBSERVATIONS :

L'utilisation du matériel de levage et manutention par une entreprise ne lui appartenant pas sera accepté sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité.

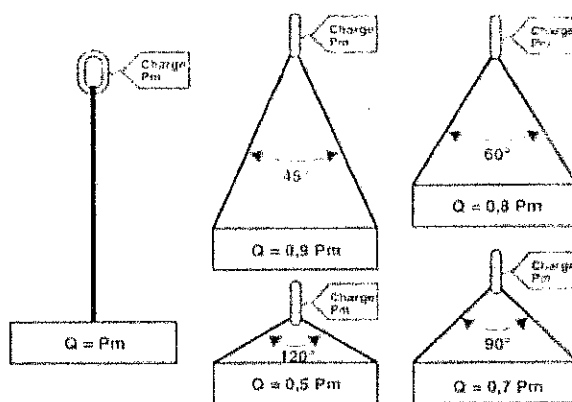


Fig. 20

<p><u>L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres corps d'état sera acceptée par l'entreprise à qui appartient le matériel sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Le matériel doit toujours être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient. L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, avec du matériel de manutention conforme et adapté. Le guidage est effectué par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel. Le survol de zones extérieures au chantier par les charges sera proscrire. Un périmètre de sécurité devra être matérialisé si déchargement hors zone de chantier. Les frais de matériel et de personnel sont à la charge de l'entreprise utilisatrice. L'entreprise à qui appartient le matériel de manutention assurera l'affichage systématique des charges admissibles. Les engins devront posséder dans leur cabine le certificat de contrôle technique à jour. (Photocopie au Coordonnateur SPS). <p><u>Les manutentions manuelles doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une organisation, elles doivent être limitées au maximum (Art L.4541-5 du Code du Travail).</u></p> <ul style="list-style-type: none"> L'utilisation de diable, transpalette, chariot sera privilégiée. Pour les volumes vitrés, l'utilisation de ventouses sera privilégiée. <p><u>Les approvisionnements de chantier se feront à l'aide de matériels vérifiés, conformes et en bon état. Les stockages résultants de ces approvisionnements seront disposés OBLIGATOIREMENT hors des circulations de chantier (intérieures et extérieures).</u></p>	<p>Toutes entreprises</p>
<p>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</p> <p>Les engins devront posséder dans leur cabine le certificat de contrôle technique à jour attestant la conformité à la réglementation en vigueur.</p> <p>Pour les manipulations de charges via un engin de levage (type grue) les charges seront équipées d'élingues, permettant le guidage de celles-ci.</p>	

5.9. ENGINS DE CHANTIER – APPAREILLAGES ET OUTILS DIVERS

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Les outils, machines, engins de chantier, appareils de levage et équipements de travail utilisés sur le chantier par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur. Ils doivent être employés dans leur domaine de fonctionnement normal (Cf. notice constructeur) et font l'objet de la maintenance, des vérifications et examens périodiques réglementaires (tous les 6 mois). D'autre part, les engins circulant ou manœuvrant en marche arrière tels que les compacteurs et niveleuses doivent être équipés des dispositifs de sécurité. Les pelles hydrauliques de terrassement utilisées pour le levage doivent être équipées des dispositifs de sécurité réglementaires. Les dispositifs de sécurité, de limitation de charge ou de manœuvre des engins de levage ne devront en aucun cas être déconnectés. Le carnet de maintenance des appareils de levage devra être maintenu à disposition des organismes de prévention (Art L.4323-20 de Code du Travail). Les entreprises devront être en mesure de présenter, sur demande, les CACES et/ou autorisation de conduite délivrée par le responsable d'entreprise des personnes conduisant les engins de chantier. Les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs) devront être présent dans les cabines des engins et véhicules (2kg ABC) et en extérieur (6kg ABC pour les camions de PTAC > 7,5 T) 	<p>Toutes entreprises</p>
<p>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</p>	

5.10. COACTIVITÉ AVEC LES USAGERS

Descriptif	Lots réalisateurs
<p>Les entreprises devront préciser dans leur PPSPS, les consignes données à leur personnel pour limiter la gêne des riverains.</p>	<p>Toutes entreprises</p>
<p>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</p>	

5.11. PLANNING TRAVAUX

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Avant le début des travaux il sera fourni un planning d'intervention. Les entreprises sont informées qu'elles pourront avoir des interruptions dans le déroulement de leurs travaux pour éviter des phases de co-activité. 	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

5.12. TRAVAUX DU DIMANCHE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Toute entreprise désireuse de travailler le dimanche devra effectuer les démarches nécessaires auprès de l'inspection du travail au minimum 1 mois avant le jour travaillé. Elle en informera la maîtrise d'ouvrage, le maître d'œuvre ainsi que le CSPS. 	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

5.13. FORMATION DES PERSONNELS

Descriptif	Lots réalisateurs
<p>Chaque entreprise sera tenue d'organiser une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, au bénéfice des travailleurs intervenant sur le chantier.</p> <p>La formation à la sécurité a pour objet d'instruire le salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et, celle des autres personnes occupées dans l'établissement.</p> <p style="text-align: center;">Le salarié est informé :</p> <p>Des risques spécifiques aux travaux de BTP. Des règles de circulation des véhicules et engins Des chemins d'accès aux postes de travail Des issues et dégagements de secours Des instructions d'évacuation</p> <p>Le P.P.S.P.S est un outil qui doit permettre aux entreprises de remplir leurs obligations de formation. Nous invitons les entreprises à organiser une réunion avec leurs salariés pour commenter et expliquer le P.P.S.P.S.</p>	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	
Inciter l'entreprise à remplir ses obligations réglementaires de formation à la sécurité de ses salariés.	

5.14. ACCIDENTS DU TRAVAIL

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront systématiquement informer le coordonnateur SPS de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. Cette obligation est applicable aux travailleurs intérimaires (l'entreprise utilisatrice devra se procurer la déclaration de la société d'intérim et la transmettre au coordonnateur). Afficher à l'entrée du chantier le nombre de jours sans accident. <u>L'évacuation des blessés se fera uniquement par du personnel compétent et des véhicules de transport sanitaires.</u> Le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le coordonnateur et autres organismes (O.P.B.T.P., C.A.R.S.A.T., Inspection du Travail) seront informés de tous les accidents. 	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	
Permettre d'éviter la production ou la reproduction d'incident ou accident pouvant avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des personnes. Sensibilisation de tous les acteurs à la sécurité.	

5.15. RISQUES CHIMIQUES

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Toute utilisation de produit chimique (goudron acidifié, désactivant de surface béton, protecteur contre le désactivant,...) se fera avec les protections nécessaires (masques ou protection des voies respiratoires, lunettes, gants,...). L'avis du médecin du travail sur l'utilisation de ces produits sera annexé au PPSPS. Les consignes du fabricant seront respectées. L'information des entreprises à proximité est à réaliser par l'entreprise utilisatrice. 	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

5.16. RISQUES ÉLECTRIQUE

Descriptif	Lots réalisateurs
<p>Tous les travaux devront être effectués en présence de réseaux hors tension.</p> <p>Des procédures de consignation / déconsignation devront être mises en place sans que cela apporte de gêne au déroulement du chantier ou au site.</p>	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

5.17. RISQUE INCENDIE

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. Ces zones de travail à risque devront être signalées. Les bornes d'incendies conservées sur le chantier devront rester libres d'accès à tout moment des opérations. Chaque véhicule de chantier sera équipé d'un extincteur adapté à celui-ci. Des extincteurs seront disposés à proximité des locaux du personnel (vestiaires ou réfectoire) : 	<p>Toutes entreprises</p> <p>Lot N° 01</p>
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

5.18. INTEMPÉRIES

Descriptif	Lots réalisateurs
Chaque entreprise veillera à ne pas exposer ses salariés aux risques découlant des conditions climatiques (neige, verglas, vent, orage).	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	

5.19. CHALEUR

Descriptif	Lots réalisateurs
Chaque entreprise mettra à disposition de chaque salarié un minimum de 3 litres d'eau minéral en cas de non présence de point d'eau fixe potable en cas de forte chaleur.	Toutes entreprises
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>	
Éviter la déshydratation des opérateurs	

6. ORGANISATION DES SECOURS ET N° D'APPEL

6.1. SECOURISTES DU TRAVAIL

<i>Descriptif</i>
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S le nom de ses secouristes du travail. Dans le cas de sous-traitance, l'entreprise titulaire imposera à ses sous-traitants la présence d'un secouriste du travail, qui restera présent sur le chantier pendant la durée des travaux. Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial et/ou leur recyclage de moins d'un an. Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si elles ont un secouriste du travail présent sur le chantier.
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>

6.2. MOYEN D'APPEL DES SECOURS

<i>Descriptif</i>
<ul style="list-style-type: none"> Les N° à appeler en cas d'urgence seront affichés à côté du poste téléphonique de chantier. En cas d'absence de téléphone de chantier les téléphones portables seront utilisés pour l'appel des secours Les consignes d'appel des secours seront rappelées dans tous les PPSPS. Une procédure sera arrêtée en concertation avec le coordonnateur et le maître d'ouvrage pour l'ensemble des entreprises. Les consignes seront affichées dans tous les lieux de travail et dans les locaux sociaux. Cf. Consignes en annexe L'utilisation de téléphone portable pour l'appel des secours est conseillée. (112) dans un souci de gain de temps pour l'intervention des secours Chaque salarié présent sur le chantier doit être en mesure de prévenir les secours en leur indiquant l'adresse exacte du chantier.
<u>OBJECTIFS / OBSERVATIONS :</u>

6.3. NUMEROS D'URGENCE

SAMU	15
POMPIERS	18
N° d'URGENCE	112
SOS MEDECIN	05.56.44.74.74
CENTRE ANTI POISON	05.56.96.40.80
SOS MAINS	05.56.46.76.76
SERVICE GRANDS BRULES	05.56.79.54.62
Gaz de Bordeaux Sécurité Dépannage	05.56.79.41.00
EDF Sécurité Dépannage	0.810.33.30.33

6.4. ORGANISMES DE PREVENTIONS.

6.4.1. INSPECTION DU TRAVAIL

DIRECCTE 118 cours du Maréchal Juin 33 000 BORDEAUX		
	Téléphone 05.56.00.07.77	Télécopie 05.56.00.08.88

6.4.2. CARSAT

Service Prévention 80 Avenue Jallère 33 053 BORDEAUX		
	Téléphone 05.56.11.64.00	Télécopie 05.56.11.28.68

6.4.3. OPPBTP

9 Rue Raymond Manaud Bâtiment C 4.4 33 520 BRUGES		
	Téléphone 05.56.34.03.49	Télécopie 05.56.34.42.08

6.4.4. HOPITAL le plus proche

Centre de Secteur Villa Asphodèle 68 boulevard Deganne 33120 ARCACHON		
	Téléphone 05 57 52 55 90	Télécopie 05 57 52 55 99

6.4.5. MÉDECIN DU TRAVAIL

(à préciser par l'entreprise dans son PPSPS)

6.5. SERVICES PUBLICS ET CONCESSIONNAIRES

6.5.1. EDF / GDF service Gironde

4 Rue Isaac Newton 33 705 MERIGNAC	<i>Téléphone</i> 05.57.92.74.72	<i>Télécopie</i> 05.57.92.75.87
<i>Dépannage électrique</i>	0.810.33.30.33	
<i>Dépannage gaz</i>	05.56.79.41.00	

6.5.2. FRANCE TELECOM

2 Boulevard Jean Jacques Bosc 33 323 BEGLES Cedex	<i>Téléphone</i> 05.56.33.52.71	<i>Télécopie</i>
--	------------------------------------	------------------

6.5.3. LYONNAISE DES EAUX

71 Cours Louis Forgue 33 000 BORDEAUX	<i>Téléphone</i> 05.57.57.20.20	<i>Télécopie</i> 05.57.57.27.57
<i>Dépannage</i>	0.810.130.120	

6.5.4. METEOROLOGIE

Météo Interrégionale Sud-Ouest	<i>Téléphone</i> 05.57.81.64.90	<i>Télécopie</i>
-----------------------------------	---	------------------

7. RETRAIT DES MATERIAUX AMIANTES

7.1. EN CAS DE DECOUVERTE DE MATERIAUX AMIANTES

Descriptif	Lots réalisateurs
<ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise stoppera immédiatement son chantier et informera le coordonnateur, le Maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. • L'entreprise interdira l'accès au droit de la zone de découverte • L'entreprise signalera et balisera la zone 	Toutes Entreprise
OBJECTIFS / OBSERVATIONS : Prévenir et protéger les personnels du chantier des risques inhérents à l'amiante	

8. DECLARATION PREALABLE / INSPECTION COMMUNE / PPSPS

8.1. DECLARATION PREALABLE

Celle-ci ne concerne que les opérations de Catégorie 1 & 2.

Cette déclaration sera envoyée aux organismes suivant par le maître d'ouvrage :

- Inspection du travail
- Service prévention de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (**CARSAT**)
- De l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (**OPPBTP**)

8.2. INSPECTION COMMUNE

Les entreprises (sous-traitant compris) devront participer à une inspection commune avec le coordonnateur avant la remise de leur PPSPS. Cette visite devra être effectuée AVANT démarrage des travaux par l'entreprise afin de finaliser son PPSPS

**ATTENTION CES DISPOSITIONS CONDITIONNENT L'AUTORISATION DE DEBUTER
L'INTERVENTION.**

8.3. PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

RÉDACTION DU PPSPS

- L'établissement du PPSPS sera confié à une personne qui aura véritablement les responsabilités de l'exécution des travaux.
- Le PPSPS est un OUTIL DE TRAVAIL du chantier. Les personnels d'exécution trouvent dans le PPSPS une aide à l'accomplissement de leurs tâches.
- Dans le PPSPS les entreprises présenteront l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser avec la mise en évidence des risques et des mesures prises par l'entreprise pour éliminer le risque.
- **Les différentes phases de travaux et les modes opératoires seront, de préférence présentés, sous forme de schémas.**
- Le PPSPS est un document spécifique à chaque chantier qui doit être mis à jour à l'initiative de l'entreprise selon l'avancement de chantier.
- L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après acceptation du PPSPS par le coordonnateur.

COMMUNICATION DU PPSPS

- Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier.
- Une copie sera adressée à la CARSAT / OPPBTP et Inspection du Travail pour : L'entreprise de Gros Œuvre ou du Lot Principal, les entreprises effectuant des travaux présentant des risques particuliers selon la liste de l'article L 4532-8 du code du travail.
- Avant intervention sur le chantier et après que le PPSPS ait été accepté par le coordonnateur **l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le PPSPS et le faire signer.** (Le coordonnateur sera informé de cette réunion et pourra y participer).

NOTE

- Art. L 4744-5
Est puni d'amende de 9 000 €, l'entrepreneur qui n'a pas remis son PPSPS prévu à l'Art. L 4532-9.
- Art. L 4744-6
Sont punis de 4 500 €, les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs, lorsqu'ils exercent eux-mêmes une activité sur un chantier du bâtiment qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles : L 4111-6, L 4311-1 à L 4311-3, L 4321-1, L 4321-2, L 4411-1 à L 4411-6, du 8^{ième} alinéa de l'article L 4532-18 et de l'article L 4532-1 du code du travail
- **Un canevas de PPSPS sera transmis aux entreprises qui en feront la demande.**

9. ANNEXES

9.1. Règlements applicables, liste non exhaustive.

- ✓ Décret du 20/03/79 (Formation à la sécurité)
- ✓ Décret du 14/11/88 (Electricité)
- ✓ Loi du 31/12/91 n° 94.1159 (Equiperment de travail – Moyens de protection)
- ✓ Décret du 03/09/92 (Manutention Manuelle)
- ✓ Décrets 92.765 / 92. 766 / 92.767 / 92.768
- ✓ Loi du 13/07/92 n° 92.646 (Déchets de chantier)
- ✓ Loi du 31/12/93 n°93.1418 (Coordonnateur SPS)
- ✓ Circulaire DRT du 22/09/93 n° 93.22
- ✓ Instruction DRT du 18/03/93 n° 93.13
- ✓ Décrets 93.40 / 93.41
- ✓ Décret du 26/12/94 n° 94.1159 (Intégration de la sécurité et organisation en matière de SPS sur les chantiers)
- ✓ Circulaire DRT du 10/04/96 n° 96.5 (Coordination sur les chantiers de bâtiments et génie civil)
- ✓ Circulaire DGS 97.311 du 24/04/97 (Surveillance et prévention de la légionellose)
- ✓ Décret du 02/12/98 (Utilisation des équipements de levage)
- ✓ Décret 96/97 et 96/98 du 07/02/96 (Exposition active à l'émission d'amiante en situation de travail)
- ✓ Circulaire de 02/00 (Déchets de chantier)
- ✓ Décret du 13/09/01 (Obligation de repérage étendu des matériaux amiantés)
- ✓ Décret du 24/01/03 n°2003-68 (coordination SPS modifiant le code du travail)
- ✓ Disposition Générales
- ✓ Recommandation de la CARSAT

Principes mis en œuvre par le PGC selon l'article L 4532-8 du Code du Travail :

- Eviter les risques,
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et de production en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- Tenir compte de l'évolution de la technique,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou qui l'est moins,
- Planifier la prévention,
- Prendre les mesures nécessaires de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Principes Généraux de prévention :

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- a. Eviter les risques ;
- b. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- c. Combattre les risques à la source ;
- d. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- e. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- f. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- g. Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- h. Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- i. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

9.2. Diagnostic technique Amiante (DTA)

Obligation selon le décret n° 2006-761 du 30/06/06)

DTA annexé au présent dossier de consultation par le maître d'ouvrage (DTA avant travaux)

9.3. Consignes d'appel des secours a afficher sur le chantier.

ACCIDENT

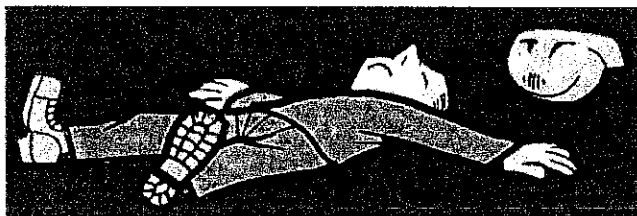
**Appelez un secouriste et
Appelez-le :
112 / 15 / 18**

➤ Donnez l'adresse :

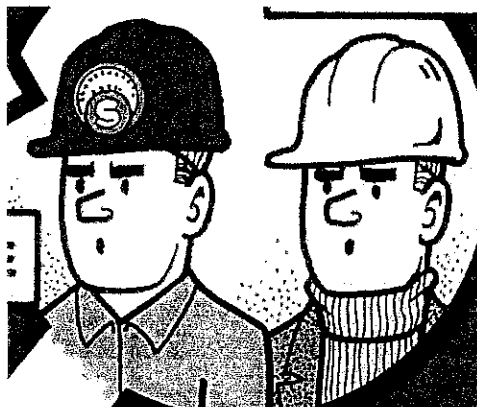
**Chantier :
Route de Crastalis
33380 MIOS**

Tel : donner le Numéro de téléphone

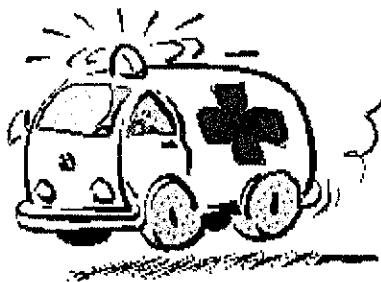
- Donnez la nature de l'accident (chute, incendie,...)
- Donnez le nombre de blessés et leur état
- **NE RACCROCHEZ JAMAIS LE PREMIER**
- Envoyez **une personne à CHAQUE entrée** du chantier pour guider les secours.



SECOURISTE



CHEF



...Alerter les secours...

112 / 15 / 18

...Et Placer un guide à CHAQUE entrée du chantier...